



PRÉFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES

**Direction départementale
des territoires et de la mer
des Pyrénées-Atlantiques**

**Service Gestion Police de
l'Eau**

Guichet Unique

Dossier suivi par :
Serge Ripoll

Tél. : 05 59 80 87 22
Fax : 05 59 01 63 94

**Monsieur le Maire
Mairie de Sauveterre-de-Béarn
Place Royale**

64390 SAUVETERRE DE BEARN

Mèl : serge.ripoll@pyrenees-atlantiques.gouv.fr

Objet : Dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement : **Restauration de l'enrochement au niveau aval de l'île de la Glère sur la commune de SAUVETERRE-DE-BEARN**
Accord sur dossier de déclaration

Réf. : **64-2020-00067**
Covid/SC-SR-SS/38

Pau, le 6 avril 2020,

Monsieur le Maire,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

**Restauration de l'enrochement au niveau aval de l'île de la Glère
sur la commune de SAUVETERRE-DE-BEARN**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 20 mars 2020, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations. En particulier, ces travaux sont situés sur l'emprise du domaine public fluvial et en application de l'article L. 2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques, « *nul ne peut occuper une dépendance du domaine public sans un titre l'y habilitant* ». Il vous appartient de déposer une demande d'autorisation d'occupation temporaire (AOT) auprès du service gestion et police de l'eau (SGPE) dans un délai de 1 mois. Votre interlocuteur sur ce sujet est Monsieur Stéphane Dexperts (Tél. 05 59 80 87 98). Vous trouverez le document adéquat sur le site de la préfecture au lien suivant : <http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr/Politiques-publiques/Cadre-de-vie-eau-environnement-et-risques-majeurs/Autorisation-d-occupation-temporaire-du-domaine-public-fluvial>

Vous trouverez également ci-joint le (ou les) arrêté(s) de prescriptions générales qu'il vous appartient de respecter compte tenu des rubriques concernées par votre opération.

La mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité, objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé.

A défaut, en application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, celle-ci sera adressée au préfet, dûment justifiée, au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Vous trouverez également pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum copie de la décision de monsieur le Préfet concernant cette déclaration. Pendant cette même période, pour les personnes qui le souhaiteraient, le dossier devra être accessible à la consultation en mairie.

J'attire votre attention sur le fait que l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période suspend les délais de publicité. Ainsi les délais, liés à la publicité de la décision et à la consultation du dossier en mairie, doivent être adaptés et débiteront après un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire actuellement fixée au 25 mai 2020, soit à partir du 25 juin 2020.

A l'issue de l'affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner le certificat d'affichage correspondant signé.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental
des territoires et de la mer,
La responsable de l'unité
Travaux et Milieux aquatiques



Sophie Sauvagnat

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.